

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1912

Projet de loi sur la répression de la traite des blanches

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

A la suite de la deuxième conférence internationale pour la répression de la traite des blanches, une convention internationale relative à cette répression a été conclue à Paris, le 4 mai 1910, et signée par les plénipotentiaires de la Belgique.

Les Parties Contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les articles 1 et 2 de cette convention, s'engagent par l'article 3 « à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité ».

Les infractions relatives à la traite des blanches sont spécifiées par la convention en ces termes :

ARTICLE PREMIER.

« Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 2.

» Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents. »

L'article 5 de la convention porte, d'autre part, que « les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infrac-

tions donnant lieu à extradition d'après les conventions déjà existantes entre les Parties Contractantes » et que, « dans les cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires ».

C'est en vue de compléter sur ces points notre législation que le Gouvernement a l'honneur de vous soumettre le présent projet de loi.

Une décision de la Chambre des Représentants a distrait de la proposition de loi sur la protection de l'enfance, au cours de sa discussion, l'article relatif à la corruption des mineurs. Le projet reproduit cet article, en adoptant, toutefois, pour le classement des mineurs, les mêmes catégories que l'article 50 de la loi du 15 mai 1912; il modifie aussi légèrement l'échelle des peines. Dans la pensée du Gouvernement, ces dispositions atteignent le proxénète aussi bien lorsqu'il a abusé sa victime sur son dessein que lorsque celle-ci en a eu connaissance.

En ce qui concerne les majeures, le projet adopte le texte voté par les conférences internationales de 1902 et de 1910, consacré par la loi française du 3 avril 1903 et conservé dans la convention internationale du 4 mai 1910. Il réprime l'embauchage, l'entraînement et le détournement des femmes et filles majeures, en vue de la débauche, dans tous les cas où leur consentement a été vicié, surpris ou violenté. Il a paru utile de réprimer, en outre, la tentative de ce délit : l'individu qui, en usant de fraude ou de contrainte, s'est efforcé d'embaucher, d'entraîner ou de détourner une femme ou fille majeure en vue de la débauche, ne doit pas échapper à la justice, lorsque des circonstances indépendantes de sa volonté ont fait échouer son effort. La doctrine a maintes fois, en France, exprimé le regret que la loi du 3 avril 1903 fût muette sur ce point.

Le Gouvernement n'estime point nécessaire de spécifier dans le projet que les délits, dont il vient d'être question, seront punis, alors même que les divers actes qui en sont les éléments constitutifs auraient été accomplis dans des pays différents. Les dispositions qui règlent la compétence en matière répressive suffisent à assurer, dans ces cas, la répression : les infractions dont il s'agit s'exécutent, en effet, dans chacun des lieux où a été commis l'un des faits qui les constituent; les juges de chacun de ces lieux sont donc compétents pour en connaître.

Le protocole de clôture, annexé à la convention internationale du 4 mai 1910, expose que le cas de rétention contre son gré d'une femme ou fille dans une maison de débauche n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la convention, parce qu'il relève uniquement de la législation intérieure; ce fait ne présente, en effet, aucun caractère international. Le Gouvernement estime qu'à l'exemple de plusieurs législations étrangères, il y a lieu de le réprimer en Belgique; c'est l'objet d'une des dispositions du présent projet.

Le Belge qui a commis hors du territoire du royaume, contre un étranger, un crime ou un délit, ne peut être poursuivi en Belgique, aux termes de la loi du 17 avril 1878, que sur la plainte de l'étranger offensé ou de sa famille ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où l'infraction a été commise. L'article 11 de la même loi n'autorise des pour-

suites contre ses coauteurs ou complices étrangers qu'en matière criminelle. Il a paru au Gouvernement que, pour assurer la répression du trafic odieux visé par la convention internationale du 4 mai 1910, il importe de laisser ici plus de liberté à l'action de la justice et d'en permettre l'exercice contre les étrangers coauteurs ou complices du Belge, même en matière correctionnelle. C'est pourquoi l'article 2 du projet reproduit l'article 7 de la loi du 3 juillet 1893 portant répression des crimes et des délits de traite d'esclaves.

L'article 3 du projet complète, pour satisfaire à l'engagement pris dans la convention du 4 mai 1910, la loi du 13 mars 1874 sur les extraditions : tous les faits prévus par le projet, même ceux que n'a point visés cette convention, pourront désormais donner lieu à extradition.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

sur la répression de la traite des
blanches.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Minis-
tre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre Nom,
aux Chambres législatives le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 379, 380, 381 et 382
du Code pénal sont remplacés par
les dispositions suivantes :

Art. 379. — Quiconque aura
attenté aux mœurs, en excitant,
facilitant ou favorisant, pour satis-
faire les passions d'autrui, la dé-
bauche, la corruption ou la prosti-
tution d'un mineur de l'un ou de
l'autre sexe, dont l'état de minorité
lui était connu, sera puni d'un em-
prisonnement d'un an à cinq ans et
d'une amende de 100 francs à
5,000 francs, si le mineur est âgé
de plus de seize ans accomplis.

Il sera puni de la réclusion si le
mineur n'a pas atteint cet âge.

ONTWERP VAN WET

tot bestrijding van den handel
in vrouwen en meisjes.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Justitie is be-
last met, in Onzen Naam, aan de
wetgevende Kamers het wetsont-
werp aan te bieden waarvan de
inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 379, 380, 381 en 382
van het Strafwetboek worden door
de volgende bepalingen vervangen :

Art. 379. — Al wie een aanslag
tegen de zeden heeft gepleegd, door
tot ontucht, bederf of prostitutie van
een minderjarige van de eene of de
andere kunne, wiens staat van min-
derjarigheid hem bekend was, aan
te lutsen, die te vergemakkelijken
of te begunstigen ten einde een
andermans driften te voldoen, wordt
gestraft met gevangenisstraf van
een tot vijf jaren en geldboete van
100 frank tot 5,000 frank, indien de
minderjarige den leeftijd van meer
dan zestien jaren heeft bereikt.

Hij wordt met opsluiting gestraft
indien de minderjarige dezen leef-
tijd niet heeft bereikt.

La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans, si le mineur n'avait pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis.

Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de dix ans accomplis.

Art. 380. — Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 1,000 francs.

Art. 380^{bis}. — Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

La tentative sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 50 francs à 5,000 francs.

Art. 380^{ter}. — Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne, même majeure, dans une maison de débauche, ou aura contraint une personne majeure à se livrer à la débauche, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige den leeftijd van veertien jaren niet had bereikt.

Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van tien jaren niet had bereikt.

Art. 380. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren en geldboete van 50 frank tot 1,000 frank.

Art. 380^{bis}. — Al wie, ten einde een andermans driften te voldoen, door bedrog of door geweld, bedreiging, misbruik van gezag of door welkander dwangmiddel, een meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje met het oog op het plegen van ontucht heeft geronseld, verleid of vervreemd, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank.

De poging wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaren en geldboete van 50 frank tot 5,000 frank.

Art. 380^{ter}. — Al wie door dezelfde middelen, een zelfs meerderjarige persoon, tegen haren wil in, zelfs op grond van aangegane schulden, in een huis van ontucht ophoudt, of een meerderjarige persoon dwingt tot het plegen van ontucht, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank.

Art. 381. — Le minimum des peines portées par les articles précédents sera élevé conformément à l'article 266 ;

Si les coupables sont les ascendants de la personne envers laquelle le délit a été commis ;

S'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ;

S'ils sont ses instituteurs, ses serviteurs à gages ou les serviteurs des personnes ci-dessus désignées ;

S'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte.

Art. 382. — Dans les cas prévus par le présent chapitre, les coupables seront, en outre, condamnés à l'interdiction des droits spécifiés aux n°s 1, 3, 4 et 5 de l'article 31.

Si l'infraction a été commise par le père ou la mère, le coupable sera, en outre, privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre I^{er}, titre IX, de la Puissance paternelle.

Les coupables pourront, de plus, être placés sous la surveillance spéciale de la police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 2.

Le Belge qui aura commis hors du territoire du royaume une des infractions prévues par les articles 379, 380, 380^{bis}, 380^{ter} du Code pénal pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi, bien que l'autorité belge n'ait reçu aucune plainte ou avis officiel de l'autorité étrangère.

L'étranger coauteur ou complice

Art. 381. — Het minimum der straffen, bij de vorige artikelen gesteld, wordt overeenkomstig artikel 266 verhoogd :

Indien de schuldigen bloedverwanten in de opklimmende lijn zijn van den persoon, tegen wien het misdrijf werd gepleegd ;

Indien zij behooren tot degenen die over hem gezag hebben ;

Indien zij zijne onderwijzers, zijne loondienaren zijn of dienaren van de hooger aangewezen personen ;

Indien zij openbare ambtenaren of bedienaars van een eeredienst zijn.

Art. 382. — In de bij dit hoofdstuk voorziene gevallen, worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot ontzegging van de rechten, bij de n° 1, 3, 4 en 5 van artikel 31 aangehaald.

Indien het misdrijf door den vader of de moeder werd gepleegd, wordt de schuldige bovendien ontzet van de rechten en voordeelen hem op den persoon en de goederen van het kind toegekend door het Burgerlijk Wetboek, boek I, titel IX, van de ouderlijke macht.

Daarenboven kunnen de schuldigen onder het bijzonder toezicht der politie worden gesteld gedurende ten minste vijf en ten hoogste tien jaren.

ART. 2.

De Belg, die een der bij de artikelen 379, 380, 380^{bis} en 380^{ter} van het Strafwetboek voorziene misdrijven buiten het grondgebied van het Rijk heeft gepleegd, kan, indien hij in België wordt ontdekt, aldaar worden vervolgd, al had de Belgische overheid vanwege de vreemde overheid geene aanklacht of officiële mededeeling ontvangen.

De vreemdeling, mededader van

de l'infraction pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi conjointement avec le Belge inculpé ou après la condamnation de celui-ci.

ART. 3.

Le n^o 18 de l'article 1^{er} de la loi du 13 mars 1874 sur les extraditions est remplacé par la disposition suivante :

« Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe; embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche ou contrainte sur une personne majeure pour la débauche.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1912.

of medeschuldige aan het misdrijf, kan, indien hij in België wordt ontdrekt, aldaar worden vervolgd samen met den aangeklaagden Belg of na dezes veroordeeling.

ART. 3.

Het n^o 18 van het 1^{ste} artikel der wet van 13 Maart 1874 op de uitleveringen wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wegens aanslag tegen de zeden door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen; ronsellarij, verleiding of vervreemding van eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje met het oog op het plegen van ontucht, wanneer het feit door bedrog of door geweld, bedreiging, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel gepleegd werd ten einde een andermans driften te voldoen; ophouding tegen haar wil in, van een persoon in een huis van ontucht, of dwang op een meerderjarige uitgeoefend met het oog op ontucht.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ December 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Annexe

Extrait des travaux préparatoires de la loi sur la protection
de l'enfance.

PROJET DE LOI DÉPOSÉ EN 1889

ART. 24.

Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire ses propres passions, la débauche ou la corruption d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, même âgé de plus de 16 ans accomplis, sera puni de la réclusion.

ART. 25.

Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption d'un mineur de l'un ou l'autre sexe, sera puni de la réclusion, si le mineur est âgé de plus de 6 ans accomplis. La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans, si le mineur n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis. Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de 10 ans accomplis. Les coupables seront, en outre, condamnés à une amende de cinquante francs à mille francs.

ART. 26.

Les dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, ne sont pas applicables dans les cas prévus par les articles 19 à 25 de la présente loi.

EXPOSÉ DES MOTIFS

ART. 24.

L'article 354 du Code pénal de 1810 ne s'applique-t-il qu'aux individus qui excitent, facilitent ou favorisent la débauche ou la corruption des mineurs pour satisfaire les passions d'autrui, ou vise-t-il également ceux qui se

rendent coupables des mêmes manœuvres pour satisfaire leurs propres passions ?

Cette question a soulevé, en Belgique comme en France, de longues discussions auxquelles la loi interprétative du 31 mars 1844 a mis fin, en Belgique, en adoptant l'interprétation restreinte, contrairement à la jurisprudence constante de la Cour de cassation. Le Code pénal de 1867 a adopté ce système, sans discussion.

Le projet propose d'y renoncer et de punir, non seulement ceux qui trafiquent de la corruption de la jeunesse, mais encore ceux qui, pour satisfaire leurs propres passions, attirent à eux des mineurs et les rendent victimes de leur dérèglement.

La jeunesse doit être défendue contre la corruption : or, elle n'est pas moins corrompue par celui qui la déprave pour son compte personnel que par celui qui la débauche pour le compte d'autrui. Dans les deux cas, le dommage social est le même, si l'immoralité de l'agent peut différer, et c'est surtout au dommage social qu'il faut mesurer l'imputabilité pénale. C'est assurément le sentiment de ce dommage qui, sous l'empire du Code de 1810, a entraîné les juges à admettre l'interprétation large de l'article 334, qui a longtemps prévalu.

Objectera-t-on les conséquences possibles d'une semblable incrimination ?

Dira-t-on qu'il faut redouter l'inquisition de la vie privée, le scandale des poursuites, le danger pour le repos des familles ?

Cesont là des appréhensions qu'on peut concevoir à propos de toute disposition pénale, en matière de mœurs. D'ailleurs, l'essai de la disposition nouvelle a été fait, en Belgique notamment, avant 1844, et l'on ne voit pas que des conséquences fâcheuses en soient résultées.

ART. 25.

L'article 379 du Code pénal conserve au proxénétisme le caractère de délit d'habitude que lui imprimait le Code pénal de 1810. Ainsi le fait d'exciter à la débauche un enfant de n'importe quel âge, fut-il commis par le père ou la mère, demeure impuni tant qu'il est isolé.

« Il ne faut pas perdre de vue, dit le rapport de la commission parlementaire, qu'en général, des poursuites, en cette matière, ne sont propres qu'à donner lieu à des scandales plus nuisibles qu'utiles à la société et à la victime elle-même. On ne saurait donc être assez circonspect sur ce point. Il nous a paru préférable de maintenir les dispositions du Code pénal, qui exigent des faits réitérés qu'il est plus facile de rechercher et d'atteindre, tandis qu'un acte isolé pourrait souvent donner lieu à des mesures inquisitoriales, troublant le repos des familles.

» N'oublions pas, d'ailleurs, qu'il s'agit de mineurs âgés de plus de 14 ans. Il est donc question de faits dont les victimes ont pu apprécier les conséquences, et, en cet état de choses, il serait dangereux de prévoir un acte unique d'immoralité.

» Il est aussi à remarquer que c'est dans l'intérêt social que des faits de

» cette espèce sont réprimés par le législateur. Or, c'est seulement la conduite habituelle de l'agent qui produit le scandale et le trouble de nature à justifier l'intervention de la loi pénale (1). »

Ces arguments sont absolument insuffisants à justifier la thèse. S'il était vrai de dire que les poursuites en cette matière causent un scandale plus nuisible qu'utile à la société et à la victime elle-même, la conséquence logique à en tirer serait l'impunité complète du proxénétisme et même de tout attentat contre les mœurs. Tout procès de mœurs est de nature à susciter quelque scandale ; mais l'énervement de la répression est un scandale plus grand. Il est certain que la loi, à mesure qu'elle se montre plus tolérante pour des faits de ce genre, contribue à les multiplier en n'intimidant pas, comme elle le devrait, les misérables toujours disposés à les commettre. Assurément, dans certains cas, la victime aurait intérêt à ce que le fait demeurât caché. Mais un intérêt particulier ne peut entrer en balance avec l'intérêt social qui exige la répression. Le tort causé à la victime est irréparable ; mais le danger qui menace, si la loi n'y veille pas, d'innombrables victimes futures peut être, dans une certaine mesure, évité et conjuré.

D'ailleurs, l'intérêt de la partie lésée, si cette considération devait l'emporter, justifierait, à plus forte raison, le silence de la loi en cas de proxénétisme habituel, puisque les victimes sont plus nombreuses. Personne ne s'avisera cependant de soutenir que le proxénétisme devrait être rayé de la liste des infractions.

L'argument tiré de la difficulté d'atteindre un acte isolé et du trouble qu'une pareille recherche pourrait jeter dans les familles ne se comprend guère. Il est clair que ce trouble est beaucoup plus grand lorsqu'il s'agit d'atteindre non plus un seul acte, mais toute une série d'actes semblables. Il est plus facile de prouver un seul acte que d'en prouver plusieurs. Ce qui est vrai, c'est que, si la législation ne punit l'attentat que lorsqu'il est habituel, le fait, dans un très grand nombre de cas, se consomme impunément, sans qu'il y ait rien qui justifie cette impunité.

La circonstance qu'il s'agit, dans l'art. 379, de mineurs de plus de 14 ans, capables par conséquent, selon le rapport, d'apprécier les conséquences de l'acte, n'a plus aucune force démonstrative, attendu que, d'après l'art. 379 lui-même et d'après l'art. 380, l'attentat commis envers un enfant de moins de 14 ans, et même de moins de 11 ans, n'est punissable qu'en cas d'habitude.

Le rapport cité invoque enfin cette considération que le proxénétisme habituel seul présenterait un caractère anti-social, parce que ce serait seulement la conduite habituelle de l'agent qui provoquerait le scandale. Mais un fait peut être anti-social sans occasionner le moindre scandale public et troubler la société sans compromettre les apparences ; et quel fait trouble la société plus profondément que celui qui consiste à vouer l'enfance innocente à la prostitution et à aider par là au recrutement des classes criminelles ?

(1) *Légis. crim. de la Belg.*, t. III p. 41, n° 34.

On a jugé inutile de reproduire la disposition du § 2 de l'article 380, ainsi conçue :

« La tentative de ce crime ne sera pas punissable ». L'honorable baron d'Anethan déclarait ne pas la comprendre (1). M. Nypels l'interprète en disant : « La tentative de ce crime n'est pas punissable, parce qu'on ne peut pas punir la tentative d'un attentat qui lui-même existe, comme crime consommé, dès qu'il y a commencement d'exécution (2) » ; cela revient à dire que cette disposition ne répond à aucune question qui puisse être soulevée.

(ART. 26).

CHAPITRE III. DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA MORALITÉ DES ENFANTS.

Pendant la période quinquennale qui s'étend de 1876 à 1880, le nombre des individus poursuivis pour crimes d'attentat à la pudeur ou de viol est de 1129. Pendant la période quinquennale suivante, il atteint le chiffre de 1646.

Pendant la première période, 85 individus poursuivis de ce chef ont été jugés par les cours d'assises (3); 1044 ont été traduits devant les tribunaux correctionnels (4).

Pendant la seconde période, 55 individus seulement ont été jugés par les cours d'assises (5); 1591 ont été traduits devant les tribunaux correctionnels (6).

La correctionnalisation s'est donc appliquée de 1876 à 1880 à 92,48 p. c. du total des individus poursuivis; de 1881 à 1885, à 96,66 p. c. de ce total.

Dans cette matière, la correctionnalisation est donc devenue la règle presque absolue. Il y a lieu de croire que ce fait n'a pas peu contribué à élever, dans une si notable proportion, le nombre des crimes commis. Les coupables savent que, dans la presque totalité des cas, le danger de comparaître en cour d'assises n'existe plus et la honte de débats retentissants n'est plus à redouter. Le projet propose de supprimer l'application des articles 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867 aux crimes de l'espèce.

En même temps, pour mieux proportionner la répression à la gravité de ces infractions, il élève d'un degré ou même de deux les peines comminées par le Code pénal. Tous ces attentats deviennent des crimes. Ceux qui s'en rendent coupables comparaitront donc devant les cours d'assises, qui resteront toujours maîtresses, cela va sans dire, de faire application des articles 79 et suivants du Code pénal sur les circonstances atténuantes, s'il y a lieu.

(1) *Législ. crim. de la Belg.*, t. III, p. 154, n° 19.

(2) *Code pénal belge interp.*, t. II, p. 182.

(3) *Adm. de la justice criminelle et civile de la Belgique*, 1876-1880, pp. 5 et 7.

(4) *Ibid.*, p. 47.

(5) *Ibid.*, 1881-1885, pp. 5 et 7.

(6) *Ibid.*, p. 49.

TEXTES ET RAPPORT DE LA SECTION CENTRALE 1892.

Textes.

ART. 24.

Conforme au texte du Gouvernement.

ART. 25.

Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la réclusion, si le mineur est âgé de plus 16 ans accomplis. La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans, si le mineur n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis. Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de 10 ans accomplis. Les coupables seront, en outre, condamnés à une amende de cinquante francs à mille francs.

ART. 26.

Conforme au texte du Gouvernement.

Rapport.

ART. 24.

L'article 24 a beaucoup divisé les membres de la Section centrale. Après de longues discussions, la majorité a proposé le rejet pur et simple de la disposition du projet. Nous croyons devoir développer les deux opinions qui se sont manifestées et les arguments qui peuvent militer en faveur de l'une et de l'autre.

Faut-il punir le proxénétisme seul, c'est-à-dire le fait prévu par l'article 25 du projet et s'appliquant à ceux qui excitent, facilitent ou favorisent la débauche ou la corruption des mineurs pour satisfaire les passions d'autrui? Ou bien, faut-il frapper aussi ceux qui débauchent ou corrompent des mineurs, par les mêmes moyens, pour satisfaire leurs propres passions?

La question fait surgir une ancienne controverse qui partageait la jurisprudence sous l'empire du Code pénal de 1810, et qui a été tranchée en Belgique par la loi interprétative du 31 mars 1844 en faveur du système restrictif. Le Code pénal de 1867, adoptant le même système, ne punit que le proxénétisme.

Le projet de loi propose de consacrer l'autre théorie. Il s'appuie sur la jurisprudence constante de la Cour de cassation et sur ce que l'essai fait en Belgique avant 1844 n'a pas eu de conséquences fâcheuses. La jeunesse doit être défendue contre la corruption qui est la même pour elle, comme pour la société, dans les deux cas. C'est surtout au dommage social qu'il faut mesurer l'imputabilité pénale. Il ne faut pas redouter d'ailleurs les consé-

quences possibles d'une semblable incrimination : l'inquisition de la vie privée, le scandale des poursuites et le danger pour le repos des familles. On peut concevoir ces appréhensions à propos de toute disposition pénale(1).

A ces considérations on peut ajouter celles que nous avons développées au début de ce chapitre. Ensuite, le fait que l'article 24 veut frapper sera souvent celui que, dans beaucoup d'autres pays, on punit sous le nom de *séduction*. Enfin, la disposition trouve un nouvel et puissant appui dans un vote émis à l'unanimité par la Commission chargée de préparer un projet de loi sur la police des mœurs (2).

La majorité de la section ne s'est pas laissé vaincre par ces considérations. Elle n'admet pas, tout d'abord, que l'expérience faite en Belgique avant la loi de 1844 soit concluante. Si la Cour de cassation n'a pas varié, son interprétation était contredite par la jurisprudence de nos Cours d'appel, d'accord avec la plupart des arrêts des cours de France. La nécessité d'une loi interprétative prouve précisément que ces cours n'adoptaient pas le système de la Cour suprême. Le prétendu essai fait antérieurement à la loi de 1884 est d'ailleurs compensé et au delà par l'expérience plus longue et plus récente faite depuis l'existence de cette loi et de la disposition de l'article 379 du Code pénal.

Mais la solution législative de la question ne doit pas être cherchée dans la jurisprudence qui tranchait d'ailleurs le plus souvent la question en droit. Qu'entend-on, en fait, par *l'attentat aux mœurs* que le projet propose de frapper ?

S'agit-il de punir *l'attentat à la pudeur* prévu par l'article 19, en étendant le cas aux victimes qui ont seize à vingt et un ans ? Il suffirait dans ce cas d'élever l'âge de l'enfant. C'est dans la définition du proxénétisme même qu'il faut trouver celle de l'attentat aux mœurs de l'article que nous discutons. Or, les conditions sont les mêmes ; il n'y a de différence que dans les mots *pour satisfaire ses propres passions* opposés à ceux-ci : *pour satisfaire les passions d'autrui*. Pour que le proxénétisme soit punissable, il est de doctrine et de jurisprudence qu'il n'est pas nécessaire que l'excitation ait été suivie d'effet, c'est-à-dire que l'enfant ait été flétri. Il en sera de même du cas de l'article 24 ; car l'attentat aux mœurs consiste, d'après les termes mêmes de l'article, dans le fait de *faciliter*, de *favoriser*, d'*exciter* la débauche. Ces termes ne donnent pas l'idée d'un attentat direct sur la personne.

On pourrait peut-être écarter notre interprétation en disant que le Code pénal ne punit pas la tentative du crime d'attentat aux mœurs ; l'attentat existe dès qu'il y a un commencement d'exécution, d'après l'article 374 du Code. Mais il suffit de répondre que l'article 28 du projet abolit l'article 380 du Code pénal. Il en résulte que, si l'on peut concevoir ici la tentative, celle-ci serait punie également. Il est donc permis de dire que le crime consistera dans *les efforts faits pour corrompre l'enfant*.

Ainsi interprétée, la disposition ne saurait être adoptée par la Chambre,

(1) Exposé de motifs sous l'article 24.

(2) Document, n° 136, déposé le 5 avril 1892.

nous semble-t-il : un don, une promesse, une parole imprudente pourraient donner lieu à poursuite et être punis de la réclusion !

Supposons que le projet n'ait pour but que de punir l'excitation suivie d'effet. Même ainsi réduite et entendue, la proposition n'a pas été adoptée par la section centrale. Elle a été vivement attaquée à la Chambre des Représentants par M. Janson (1). L'honorable membre supposait le cas d'individus des deux sexes qui ont plus de seize ans et qui se séduisent l'un l'autre. Ce cas tombera en effet sous l'application de l'article 24.

La section centrale pense que tout acte immoral ne doit pas être érigé en crime ou délit. Nous reconnaissons volontiers que les unions passagères sont nuisibles à l'institution fondamentale de la société, le mariage, et contraires à l'intérêt de l'enfance. Mais peut-on imposer le mariage à ceux qui n'en veulent pas ? Et dans le cas cité par l'honorable M. Janson, lequel des deux punira-t-on ? Qui est l'agresseur dans ce combat dont un législateur de 1791 a dit que *le vainqueur et le vaincu sont moins ennemis que complices* ? Si vous les poursuivez, ils vous diront : « Le mariage crée des obligations auxquelles » nous ne pouvons nous soumettre actuellement ; nous nous marierons plus » tard. » Non, la loi et la justice n'ont rien à dire dans le ménage de deux individus qui veulent vivre dans l'immoralité pour leur compte, sans que leur conduite extérieure offusque la morale.

La section centrale n'a pas même consenti à amender l'article dans le sens d'un de ses membres, qui proposait, à l'instar de plusieurs législations étrangères, de punir ceux qui séduisent des filles mineures par des manœuvres doloüses. La question ainsi posée touche au problème de la recherche de la paternité que la Commission extra-parlementaire de révision du Code civil propose de permettre dans certains cas, en appliquant l'article 1582 du Code civil. L'honorable Ministre de la Justice s'est d'ailleurs engagé à demander à la Législature que des dispositions pour la répression de la séduction, qui se lie intimement aux questions relatives à la recherche de la paternité, soient discutées en même temps que le projet de loi sur la protection de l'enfance (1). La section centrale estime qu'il faut attendre ces dispositions de l'initiative du Gouvernement.

ART. 25.

Cet article frappe le proxénétisme en aggravant considérablement les peines édictées par le Code pénal.

Le projet ne parle pas des ascendants ; mais il est à remarquer que l'article premier attache la déchéance obligatoire de la puissance paternelle au fait prévu par l'article 25. Cette déchéance n'est pas une peine proprement dite, mais elle constitue une peine civile extrêmement grave et d'une efficacité incontestable.

La section centrale approuve les dispositions de l'article et fait siennes les considérations développées dans l'Exposé des motifs à l'appui de la nécessité

(1) Séance du 9 juillet 1891. *Annales*, p. 1515.

de punir le fait *isolé* d'excitation de mineurs à la débauche, pour satisfaire les passions d'autrui.

ART. 26.

L'Exposé des motifs développe les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à introduire dans le projet les modifications proposées par l'article 26.

PROJET DÉPOSÉ EN 1893.

ART. 33.

Les articles 379 et 380 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 379. — Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité lui était connu, sera puni de la réclusion, si le mineur est âgé de plus de 16 ans accomplis. La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans, si le mineur n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis. Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de 10 ans accomplis.

ART. 380. — Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 34.

Les dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867, modifiée par les lois du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, en tant qu'elles concernent les circonstances atténuantes, ne sont pas applicables aux infractions prévues par les articles 379 et 380 du Code pénal.

ART. 36.

Les numéros 17 et 18 de l'article premier de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions sont modifiés comme suit :

N° 18 : pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité était connu de l'auteur de l'infraction ;

Pour attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'auteur de l'infraction ignorait l'état de minorité par sa négligence.

RAPPORT A LA CHAMBRE, 1897.

ART. 53.

Cet article modifie les articles 379 et 380 du Code pénal.

L'article 379 faisait de la débauche des mineurs un délit d'habitude. Le projet punit le seul fait de la corruption d'enfants mineurs.

Cette disposition a été justifiée plus haut.

Le projet distingue entre le cas où l'état de minorité de l'enfant était connu de l'auteur et celui où l'auteur ignorait cette circonstance. Quel que soit l'âge de l'enfant mineur, le fait constitue un crime, à la différence du Code pénal qui n'appliquait la peine de la réclusion que dans le cas où l'enfant n'avait pas atteint l'âge de onze ans.

La section centrale se rallie aux modifications proposées.

ART. 54.

Le projet primitif proposait donc de supprimer l'application des articles 2 à 6 de la loi du 4 octobre 1867 à tous les faits qualifiés crimes par le projet.

Cette disposition a été vivement critiquée par certains criminalistes, qui semblent avoir plus de confiance dans la juridiction correctionnelle que dans celle de la cour d'assises.

L'un d'eux s'est écrié : « A notre sens, le remède proposé ne fera qu'aggraver le mal. Et pour justifier notre avis, nous pouvons nous borner à cette seule considération, dont chacun comprendra l'importance et la portée. Il y a, au point de vue de l'intérêt général et de l'augmentation de la criminalité par la contagion de l'exemple, une chose bien plus à redouter que la correctionnalisation, qui n'est qu'un moyen d'assurer rapidement et sans grands frais à chaque fait le châtiment qu'il mérite : ce sont les acquittements retentissants après des débats non moins retentissants, et qui n'ont d'autre effet que d'apprendre au public la meilleure manière d'enfreindre la loi pénale (1). »

Si cette critique est fondée, elle s'adresse à l'institution même du jury. Tant que le jury existera, il faudra bien soumettre à sa juridiction les crimes qui ne peuvent être correctionnalisés. Ce seront toujours, en toute matière, les plus graves.

Le législateur se trouve ici dans une singulière situation. Les peines édictées par nos lois actuelles, en matière de protection de l'enfance, semblent à tout le monde trop légères. Il faut donc les aggraver. Mais en les aggravant, on les soumet à la compétence de la cour d'assises, qui, paraît-il, acquitte beaucoup trop souvent !

Nous croyons, avec l'honorable M. Lejeune, que *la crainte de comparaître*

(1) M. DE BUSSCHERE, cité plus haut.

en cour d'assises et la honte de débats retentissants arrêteront plus d'une entreprise criminelle contre la moralité de l'enfance.

Quoi qu'il en soit, le projet actuel laisse debout la loi du 4 octobre 1867 et permet de correctionnaliser le crime partout où les articles 2 à 6 de cette loi le permettent. Il n'y a exception que pour les articles 379 et 380 du Code pénal, modifiés par l'article 33 du projet.

Ces articles visent le proxénétisme. En réalité, l'article 31 ne sera applicable qu'aux cas prévus par le nouvel article 379, l'article 380 modifié ne donnant lieu qu'à un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Les cas prévus sous l'article 379 nouveau sont graves, odieux. Ceux qui tombent sous l'application de cet article sont des êtres pervers, les plus pervers peut-être que nos lois pénales puissent atteindre.

Peut-on imaginer des circonstances atténuantes de nature à faire correctionnaliser le crime? N'est-il pas évident que les proxénètes seront flétris davantage par une condamnation prononcée par la cour d'assises que par une peine infligée par un tribunal correctionnel? Et la peine prononcée *à la suite de débats retentissants* n'aura-t-elle pas davantage ce caractère d'exemple qui est un des buts de toute loi pénale?

Les acquittements retentissants ne sont guère à craindre ici. L'odieux même du proxénétisme est une garantie. Dans l'état de nos idées et de nos mœurs, nous croyons que les coupables d'actes prévus par notre article n'échapperont guère à la vindicte publique.

La section centrale, à l'unanimité de ses membres, s'est ralliée à cette manière de voir.

ART. 36.

L'article 36 modifie les numéros 17 et 18 de l'article 1^{er} de la loi du 13 mars 1874 sur les extraditions.

L'article 1^{er} de cette loi prévoit les cas dans lesquels le Gouvernement pourra livrer aux gouvernements des pays étrangers l'étranger poursuivi ou mis en prévention ou en accusation, ou condamné, par les tribunaux des dits pays, comme auteur ou complice de certains faits.

Les numéros 17 et 18 prévoient les attentats aux mœurs et la débauche des mineurs.

Les modifications proposées ont pour but de mettre la loi de 1874 en concordance avec les dispositions nouvelles du projet de loi.

La section centrale se rallie à ces modifications.

RAPPORT A LA CHAMBRE 1912.

ART. 50, 51, 52.

Ces articles reproduisent les articles 28, 29 et 31 anciens.

DISCUSSION A LA CHAMBRE.

ART. 50.

« Les articles 379 et 380 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

» Art. 379. Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité lui était connu, sera puni de la réclusion, si le mineur est âgé de plus de 16 ans accomplis.

» La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans, si le mineur n'avait pas atteint l'âge de 16 ans accomplis. Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de 10 ans accomplis.

» Art. 380. Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. »

M. LE PRÉSIDENT. — Le Gouvernement propose de supprimer cet article 50.

M. CARTON DE WIART, ministre de la justice. — Voici pourquoi je propose la suppression de l'article 50, de même que de l'article 51. En suite de la convention internationale de Paris de 1910, le Gouvernement a saisi tout récemment la Chambre d'un projet de loi, relatif à la répression de la traite des blanches. Ces articles 50 et 51 y ont précisément trouvé leur place naturelle. Ce projet doit, dès cet après-midi, être discuté par une commission spéciale qui, je l'espère, fera rapport à bref délai.

M. LE PRÉSIDENT. — La Chambre est-elle d'accord? (*Oui! oui!*) Puisqu'il n'y a pas d'opposition, les articles 50 et 51 sont supprimés.

.

ART. 52.

« Les numéros 17 et 18 de l'article 1^{er} de la loi du 15 mars 1874, sur les extraditions, sont modifiés comme suit :

» 17° Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de 16 ans accomplis;

» Pour attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces par un ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, même âgé de plus de 16 ans accomplis, mais non émancipé par le mariage;

» 18° Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution

des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité était connu de l'auteur de l'infraction.

» Pour attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, dont l'auteur de l'infraction ignorait l'état de minorité par sa négligence. »

M. LE PRÉSIDENT. — A cet article, le Gouvernement propose les amendements suivants :

1^o Rédiger ainsi le § 1^{er} : « Le n° 17 de l'article 1^{er} de la loi... est modifié... » « N^r 17 van het 1^{ste} artikel der wet... wordt » ;

2^o Supprimer les deux derniers paragraphes.

M. CARTON DE WIART, ministre de la justice. — Le n° 18 doit être supprimé, parce qu'il se rattache au projet sur la traite des blanches. Par conséquent, il trouve sa place dans la loi dont je viens de parler.

M. LE PRÉSIDENT. — Il reste l'amendement par lequel le Gouvernement propose de supprimer les deux derniers paragraphes. Sommes-nous d'accord pour voter l'article 52 dans ces conditions?

M. COLAERT. — Oui, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — L'article 52, ainsi amendé, est donc adopté.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 DECEMBER 1912.

Ontwerp van wet tot bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ten gevolge van de tweede Internationale Conferentie ter bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes, werd, op 4 Mei 1910, te Parijs eene internationale regeling dienaangaande getroffen en door de gevolmachten van België onderteekend.

De Verdragsluitende Partijen wier wetgeving niet nu reeds toereikend zou zijn tot beteugeling van de bij de artikelen 1 en 2 dezer regeling voorziene misdrijven, verbinden zich bij artikel 3 « de noodige maatregelen, opdat deze misdrijven volgens hunne zwaarte zouden worden gestraft, te nemen of aan hare onderscheidenlijke wetgevende lichamen voor te stellen ».

De misdrijven betreffende den vrouwenhandel zijn door de regeling als volgt omschreven :

EERSTE ARTIKEL.

« Moet gestraft worden al wie, ten einde een andermans driften te voldoen, zelfs met hare toestemming, eene minderjarige vrouw of een minderjarig meisje heeft geronseld, verleid of vervreemd met het oog op het plegen van ontucht, ook dan wanneer de verschillende handelingen, die de samenstellende voorwaarden van het misdrijf zijn, in verscheidene landen hadden plaats gehad.

ART. 2.

« Moet insgelijks gestraft worden al wie, ten einde een andermans driften te voldoen, door bedrog of door geweld, bedreiging, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel, eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje heeft geronseld, verleid of vervreemd met het oog op het plegen van ontucht, ook dan wanneer de verschillende handelingen, die de samenstellende voorwaarden van het misdrijf zijn, in verscheidene landen hadden plaats gehad. »

Anderzijds bepaalt artikel 3 der regeling, dat « de in artikel 1 en 2 voorziene misdrijven, met ingang van den dag waarop de regeling in werking treedt, geacht zullen worden van rechtswege te zijn opgenomen onder de misdrijven, die tot uitlevering aanleiding geven volgens de reeds tusschen de Contracteerende Partijen gesloten verdragen » en dat, « in de gevallen waar de voorgaande bepaling niet toegepast zou kunnen worden zonder wijziging van de bestaande wetgeving, de Verdragsluitende Partijen zich verbinden de noodige maatregelen te nemen of aan hare onderscheidenlijke wetgevende lichamen voor te stellen ».

Met het oog op de aanvulling onzer wetgeving in deze opzichten, heeft de Regeering de eer U dit wetsontwerp ter overweging aan te bieden.

Bij beslissing van de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd tijdens de bespreking van het wetsvoorstel op de kinderbescherming het artikel afgezonderd, dat op het zedenbederf der minderjarigen betrekking had. Het ontwerp heeft dit artikel overgenomen; doch ter indeeling van de minderjarigen heeft het dezelfde categoriën als in artikel 50 der wet van 15 Mei 1912 aangenomen; ook wordt de schaal der straffen lichtelijk gewijzigd. De Regeering meent dat die bepalingen den koppelaar treffen even of deze zijn slachtoffer omtrent zijn doel heeft misleid, als wanneer het slachtoffer daarmede in kennis was.

Wat betreft de meerderjarigen, neemt het ontwerp den tekst aan die op de internationale conferenties van 1902 en 1910 gestemd, door de Fransche wet van 3 April 1903 bekrachtigd en in de internationale regeling van 4 Mei 1910 behouden werd. Daarbij wordt de ronselarij, de verleiding en de vervreemding van meerderjarige vrouwen en meisjes, met het oog op het plegen van ontucht, gestraft in al de gevallen waarin dezer toestemming vervalscht, door list of dwang verkregen werd.

Het scheen ook raadzaam bovendien de poging tot dat misdrijf tegen te gaan: de persoon die, met gebruik van list of geweld, eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje heeft getracht te ronselen, te verleiden of te vervreemden tot het plegen van ontucht, moet niet aan den rechter ontsnappen, wanneer zijn pogen schipbreuk heeft moeten lijden door omstandigheden buiten zijn wil om. In Frankrijk heeft meer dan eens de doctrine haar spijt te kennen gegeven over het zwijgen der wet van 3 April 1903 in dat opzicht.

De Regeering is niet van oordeel dat het noodig is in het ontwerp nader te bepalen dat de besproken misdrijven gestraft worden, ook wanneer de verschillende handelingen, die er de samenstellende voorwaarden van zijn, in verscheidene landen hadden plaats gehad. De beschikkingen, die de bevoegdheid in beteugelende zaken regelen, zijn toereikend om in die gevallen de beteugeling te verzekeren: de bedoelde misdrijven worden inderdaad gepleegd in iedere der plaatsen waar een der feiten is geschied, waaruit zij zijn samengesteld; de rechters van iedere dezer plaatsen zijn dienvolgens bevoegd om er kennis van te nemen.

Het sluitingsprotocol, gevoegd bij de internationale regeling van 4 Mei 1910, geeft te kennen dat, ondanks zijne zwaarte, toch het geval dat eene

vrouw of een meisje tegen haren wil in een huis van ontucht werd opgehouden, niet in de regeling is kunnen voorzien worden, omdat dit geval uitsluitend van de wetgeving van elk land afhangt : een internationaal karakter heeft dit feit inderdaad niet. De Regeering is van oordeel dat er termen zijn om, naar het voorbeeld van verscheidene andere wetgevingen, in België daartegen in te gaan : dit is het oogmerk van eene der bepalingen van dit ontwerp.

De Belg, die tegen een vreemdeling eene misdaad of een wanbedrijf buiten 's Rijks grondgebied gepleegd heeft, kan naar luid van artikel 8 der wet van 17 April 1878 in België slechts worden vervolgd op de aanklacht van den benadeelden vreemdeling of van dezes familie of op eene officieele mededeeling, door de overheid van het land, waar het misdrijf werd gepleegd, aan de Belgische overheid gedaan. Bij artikel 11 derzelfde wet kunnen zijne vreemde mededaders of medeschuldigen alleen vervolgd worden indien het eene misdaad geldt. Het kwam de Regeering voor, dat, om de beteugeling van den hatelijken handel, door de Internationale Conferentie van 4 Mei 1910 beoogd, te verzekeren, hier meer vrijheid aan de werking van den rechter moest worden toegestaan, en toegelaten moest worden dat deze werking zich zelfs in boetstraffelijke zaken zoude mogen doen gelden ten aanzien van de vreemde mededaders of medeschuldigen van den Belg. Daarom werd in artikel 2 van het ontwerp artikel 7 overgenomen der wet van 3 Juli 1895, ter beteugeling der misdaden en wanbedrijven in zake slavenhandel.

Ter voldoening aan de verbintenis, bij de regeling van 4 Mei 1910 genomen, wordt bij artikel 3 van het ontwerp de wet van 13 Maart 1874 op de uitleveringen aangevuld : al de bij het ontwerp voorziene feiten, ook die welke niet door deze regeling zijn beoogd, kunnen voortaan tot uitlevering aanleiding geven.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

PROJET DE LOI

sur la répression de la traite des
blanches.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 379, 380, 381 et 382 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 379. — Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont l'état de minorité lui était connu, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs, si le mineur est âgé de plus de seize ans accomplis.

Il sera puni de la réclusion si le mineur n'a pas atteint cet âge.

ONTWERP VAN WET

tot bestrijding van den handel
in vrouwen en meisjes.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 379, 380, 381 en 382 van het Strafwetboek worden door de volgende bepalingen vervangen :

Art. 379. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hem bekend was, aan te lutsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met gevangenisstraf van een tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank, indien de minderjarige den leeftijd van meer dan zestien jaren heeft bereikt.

Hij wordt met opsluiting gestraft indien de minderjarige dezen leeftijd niet heeft bereikt.

La peine sera des travaux forcés de dix ans à quinze ans, si le mineur n'avait pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis.

Elle sera des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, si l'enfant n'avait pas atteint l'âge de dix ans accomplis.

Art. 380. — Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, dont il ignorait l'état de minorité par sa négligence, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 1,000 francs.

Art. 380^{bis}. — Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

La tentative sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 50 francs à 3,000 francs.

Art. 380^{ter}. — Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne, même majeure, dans une maison de débauche, ou aura contraint une personne majeure à se livrer à la débauche, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige den leeftijd van veertien jaren niet had bereikt.

Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van tien jaren niet had bereikt.

Art. 380. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren en geldboete van 50 frank tot 1,000 frank.

Art. 380^{bis}. — Al wie, ten einde een andermans driften te voldoen, door bedrog of door geweld, bedreiging, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel, een meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje met het oog op het plegen van ontucht heeft geronseld, verleid of vervreemd, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank.

De poging wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaren en geldboete van 50 frank tot 3,000 frank.

Art. 380^{ter}. — Al wie door dezelfde middelen, een zelfs meerderjarige persoon, tegen haren wil in, zelfs op grond van aangegane schulden, in een huis van ontucht ophoudt, of een meerderjarige persoon dwingt tot het plegen van ontucht, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaren en geldboete van 100 frank tot 5,000 frank.

Art. 381. — Le minimum des peines portées par les articles précédents sera élevé conformément à l'article 266 ;

Si les coupables sont les ascendants de la personne envers laquelle le délit a été commis ;

S'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ;

S'ils sont ses instituteurs, ses serviteurs à gages ou les serviteurs des personnes ci-dessus désignées ;

S'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte.

Art. 382. — Dans les cas prévus par le présent chapitre, les coupables seront, en outre, condamnés à l'interdiction des droits spécifiés aux n°s 1, 3, 4 et 5 de l'article 31.

Si l'infraction a été commise par le père ou la mère, le coupable sera, en outre, privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre I^{er}, titre IX, de la Puissance paternelle.

Les coupables pourront, de plus, être placés sous la surveillance spéciale de la police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 2.

Le Belge qui aura commis hors du territoire du royaume une des infractions prévues par les articles 379, 380, 380^{bis}, 380^{ter} du Code pénal pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi, bien que l'autorité belge n'ait reçu aucune plainte ou avis officiel de l'autorité étrangère.

L'étranger coauteur ou complice

Art. 381. — Het minimum der straffen, bij de vorige artikelen gesteld, wordt overeenkomstig artikel 266 verhoogd :

Indien de schuldigen bloedverwanten in de opklimmende lijn zijn van den persoon, tegen wien het misdrijf werd gepleegd ;

Indien zij behooren tot degenen die over hem gezag hebben ;

Indien zij zijne onderwijzers, zijne loondienaren zijn of dienaren van de hooger aangewezen personen ;

Indien zij openbare ambtenaren of bedienaars van een eeredienst zijn.

Art. 382. — In de bij dit hoofdstuk voorziene gevallen, worden de schuldigen bovendien veroordeeld tot ontzegging van de rechten, bij de n°s 1, 3, 4 en 5 van artikel 31 aangehaald.

Indien het misdrijf door den vader of de moeder werd gepleegd, wordt de schuldige bovendien ontzet van de rechten en voordeelen hem op den persoon en de goederen van het kind toegekend door het Burgerlijk Wetboek, boek I, titel IX, van de ouderlijke macht.

Daarenboven kunnen de schuldigen onder het bijzonder toezicht der politie worden gesteld gedurende ten minste vijf en ten hoogste tien jaren.

ART. 2.

De Belg, die een der bij de artikelen 379, 380, 380^{bis} en 380^{ter} van het Strafwetboek voorziene misdrijven buiten het grondgebied van het Rijk heeft gepleegd, kan, indien hij in België wordt ontdekt, aldaar worden vervolgd, al had de Belgische overheid vanwege de vreemde overheid geene aanklacht of officiële mededeeling ontvangen.

De vreemdeling, mededader van

de l'infraction pourra, s'il est trouvé en Belgique, y être poursuivi conjointement avec le Belge inculpé ou après la condamnation de celui-ci.

ART. 3.

Le n° 18 de l'article 1^{er} de la loi du 13 mars 1874 sur les extraditions est remplacé par la disposition suivante :

« Pour attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe; embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche ou contrainte sur une personne majeure pour la débauche.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1912.

of medeschuldige aan het misdrijf, kan, indien hij in België wordt ontdrekt, aldaar worden vervolgd samen met den aangeklaagden Belg of na dezes veroordeeling.

ART. 3.

Het n° 18 van het 1^{ste} artikel der wet van 13 Maart 1874 op de uitleveringen wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wegens aanslag tegen de zeden door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de een of de andere kunne, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen; ronselarij, verleiding of vervreemding van eene meerderjarige vrouw of een meerderjarig meisje met het oog op het plegen van ontucht, wanneer het feit door bedrog of door geweld, bedreiging, misbruik van gezag of door welk ander dwangmiddel gepleegd werd ten einde een andermans driften te voldoen; ophouding tegen haar wil in, van een persoon in een huis van ontucht, of dwang op een meerderjarige uitgeoefend met het oog op ontucht.

Gegeven te Brussel, den 14^{de} December 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

BIJLAGE

Uittreksel uit het
Vorbereidingswerk van de wet op de kinderbescherming.

WETSONTWERP INGEDIEND IN 1889.

ART. 24.

Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht of bederf van een minderjarige van de eene of de andere kunne, zelfs wanneer deze den leeftijd van meer dan zestien jaren heeft bereikt, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde zijn eigen driften te voldoen, wordt met opsluiting gestraft.

ART. 25.

Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht of bederf van een minderjarige van de eene of de andere kunne, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen, wordt met opsluiting gestraft, indien de minderjarige den leeftijd van meer dan zestien jaren heeft bereikt,

De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren niet had bereikt. Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van tien jaren niet had bereikt. De schuldigen worden bovendien veroordeeld tot eene geldboete van vijftig frank tot duizend frank.

ART. 26.

De bepalingen van de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867, waarbij het beoordeelen der verzachtende omstandigheden aan de hoven en rechtbanken wordt opgedragen, zijn niet van toepassing op de gevallen voorzien bij de artikelen 19 tot 25 van deze wet.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

ART. 24.

Is artikel 534 van het Strafwetboek van 1810 alleen van toepassing op hen die ontucht of bederf bij minderjarigen aanhitsen, bevorderen of begun-

stigen ten einde een andermans driften te voldoen, of worden ook zij daarbij bedoeld, die zich aan dezelfde handelingen vergrijpen om eigen lusten te voldoen?

In België zoowel als in Frankrijk, is deze vraag de aanleiding geweest tot lange twistbesprekingen, die, in België althans, werden beslecht bij de interpretatiewet van 31 Maart 1844, waar, in strijd met de aanhoudende rechtspraak van het Hof van Verbreking, de uitlegging in beperkenden zin werd gehuldigd. Dit stelsel werd, zonder bespreking, bij het Strafwetboek van 1867 bekrachtigd.

Het ontwerp stelt voor van dat stelsel af te zien, en niet alleen hen te straffen die uit het zedenbederf der jeugd voordeel halen, maar ook hen die, om eigen driften te voldoen, de minderjarigen aanlokken en aan hunne liederlijkheid opofferen.

De jeugd moet tegen het zedenbederf verdedigd worden : welnu, bij die de jeugd tot eigen genot misbruikt, bederft ze niet minder dan hij die ze ten behoeve van een derde verleidt. In beide gevallen is de schade voor de maatschappij even groot, al kan er verschil bestaan in den graad van zedeloosheid bij de daders ; en naar die sociale schade vooral dient de strafwaardigheid te worden gemeten. Ongetwijfeld is het aan het besef van deze schade te wijten dat, onder de heerschappij van het Wetboek van 1810, de rechters die breedere uitlegging van artikel 334 hebben aangenomen, welke lang de voorkeur heeft genoten.

Zal men wijzen op de mogelijke gevolgen van zoodanige strafbaarstelling?

Zal men zeggen dat vrees hier moet bestaan voor het indringen in het privaat leven, voor de opspraak die de vervolgingen verwekken, voor de storing die deze in het familieleven teweegbrengen?

Zulke bezorgdheid kan zich immers voordoen telkens het eene strafbepaling geldt in zake van zeden. Trouwens, de nieuwe bepaling doorstond de proef, nl. in België, vóór 1844, en het bleek niet dat zij tot kwade gevolgen aanleiding heeft gegeven.

ART. 23.

Ook in artikel 379 van het Strafwetboek wordt de koppelarij gekenmerkt als een gewoonte-misdrijf, zooals reeds in het Strafwetboek van 1810 gebeurde. Aldus blijft het feit dat een kind, van welken leeftijd ook, zelfs door den vader of de moeder, tot ontucht wordt aangehitst, vrij van straf, zoolang het een alleenstaand feit is.

« Men verlieze niet uit het oog, zoo leest men in het verslag der Kamer-
 » commissie dat, over het algemeen, vervolgingen in dezen alleen de aan-
 » leiding zijn tot mogelijk schandaal, waar de maatschappij en het slacht-
 » offer zelf eerder nadeel dan voordeel bij hebben. Op dat punt is de grootste
 » omzichtigheid dus gewenscht. Het kwam ons verkieslijk voor de bepalingen
 » van het Strafwetboek te handhaven, waarbij herhaalde feiten worden
 » vereischt, die gemakkelijker kunnen opgespoord en achterhaald worden,

» terwijl één alleenstaand feit dikwijls aanleiding zou kunnen geven tot
» inquisitoriale maatregelen storend voor den vrede in het familieleven.

» Laten wij overigens niet vergeten dat het minderjarigen geldt die den
» leeftijd van meer dan veertien jaren hebben bereikt. Er is hier dus sprake
» van feiten, waarvan de slachtoffers de gevolgen hebben kunnen beseffen
» en alsdan zou het gevaarlijk zijn eene alleenstaande daad van onzedelijk-
» heid te voorzien.

» Er dient insgelijks opgemerkt dat dergelijke feiten door den wetgever
» in het belang der maatschappij worden beteugeld. Welnu, alleen door de
» gewone levenswijze van den dader worden die ergenis en die stoornis
» verwekt, waardoor de tusschenkomst van den rechter te wettigen is (1). »

Deze overwegingen zijn alleszins te zwak om de stelling te rechtvaardigen. Indien met reden mocht worden beweerd, dat de vervolgingen in dezen een schandaal verwekken, waar de maatschappij en het slachtoffer zelf eerder slecht dan goed bij varen, zou daaruit logischerwijze moeten worden besloten tot volkomen straffeloosheid van de koppelarij en zelfs van elken aanslag tegen de zeden. Elk zedenproces kan ergenis verwekken; doch waar de beteugeling wordt ontzenuwd is het schandaal te grooter. Het is zeker dat de wet, naarmate zij zich meer toegevend toont voor feiten van dien aard, het talrijker worden van deze feiten in de hand werkt, naardien zij de ellendigen, die steeds bereid zijn ze te plegen, niet meer de noodige vrees inboezemt. Voorzeker zijn er gevallen waar het slachtoffer er belang bij heeft dat het feit geheim worde gehouden. Doch het belang van bijzonderen kan niet opwegen tegen het sociaal belang dat beteugeling gebiedt. Het leed, aan het slachtoffer berokkend, is niet meer te herstellen, doch het gevaar dat, zoo de wet niet waakt, ontelbare slachtoffers in de toekomst bedreigt, kan in zekere mate worden gekeerd en vermeden.

Overigens, mocht deze overweging den doorslag geven, dan zou het belang van de benadeelde partij het des te meer rechtvaardigen dat de wet zwijge wanneer het gewoontekoppelarij geldt, dewijl de slachtoffers hier talrijker zijn. Nochtans zal het niemand op zich nemen te beweren dat koppelarij van de lijst der misdrijven dient geschrapt.

De overweging, die steunt op de moeilijkheid om een alleenstaand feit te treffen en op de stoornis, welke de opsporingen om daartoe te geraken, in de familiën teweeg zouden brengen, laat zich maar niet begrijpen. Het is duidelijk dat deze stoornis veel grooter wordt als niet één feit, wel een geheele reeks gelijkaardige feiten dient getroffen. Een enkel feit valt gemakkelijker te bewijzen dan verscheidene. Waarheid is dat, als de wet den aanslag dan eerst straft wanneer hij gewoonte is geworden, het feit in zeer vele gevallen ongestraft gepleegd wordt, terwijl niets deze straffeloosheid billijkt.

De bijzonderheid, dat bij artikel 379 minderjarigen zijn bedoeld die den leeftijd van meer dan veertien jaren hebben bereikt en die derhalve, naar luid van het verslag, de gevolgen der daad kunnen beseffen, verliest alle

(1) *Légis. crim. de la Belgique*, deel III, bl. 41, n° 34.

bewijskracht, naardien, zoowel bij datzelfde artikel 579 als bij artikel 580, de aanslag gepleegd op een kind dat den leeftijd van veertien jaren, ja zelfs den leeftijd van elf jaren nog niet bereikt heeft, eerst dan strafbaar is wanneer hij tot eene gewoonte is geworden.

In het aangehaalde verslag wordt ten slotte deze overweging aangevoerd dat alleen gewoontekoppelarij een antisociaal karakter vertoont, dewijl het schandaal alleen uit den gewonen levenswandel van den aanslichter kan ontstaan. Edoch een feit kan antisociaal zijn zonder in het minst openlijk aanstoot te geven, en storend zijn voor de maatschappij al wordt de schoone schijn bewaard. En welk feit ontrust dieper de maatschappij, dan dat de onschuldige jeugd tot prostitutie wordt gedreven en dat langs dien weg nieuwe rekruten voor het leger der misdadigheid worden aangeworven?

Het werd onnoodig geacht de bepaling op te nemen van het tweede lid van artikel 580, luidende aldus : « Poging tot dit misdrijf is niet strafbaar ». De geachte baron d'Anethan verklaarde die niet te begrijpen (1). De heer Nijpels legde bedoelde bepaling volgenderwijze uit : « Poging tot dit misdrijf is niet strafbaar, omdat niet kan gestraft worden de poging tot een aanslag, die zelf als voltrokken misdrijf bestaat, zoodra een begin werd gemaakt met zijn uitvoering (2) »; daarmede wordt gezegd dat deze bepaling aan geen vraag beantwoord die zou kunnen opgeworpen worden.

(ART. 26).

HOOFDSTUK III. VAN DE MISDRIJVEN EN WANBEDRIJVEN TEGEN DE ZEDELIJKHEID DER KINDEREN.

In het vijfjarig tijdvak tussehen 1876 en 1880, waren de personen, welke ter zake van aanranding der eerbaarheid of van verkrachting in rechte werden vervolgd, ten getale van 1,129; welk cijfer 1,646 bereikte in het daaropvolgende vijfjaarlijksch tijdsbestek.

Geidurende het eerste tijdvak werden 85 der aldus vervolgde personen door de hoven van assisen gevonnisd (3); 1,044 werden vóór de boetstraffelijke rechtbanken gebracht (4).

In het tweede tijdvak werden slechts 55 personen door de hoven van assisen gevonnisd (5), terwijl er 1,591 vóór de boetstraffelijke rechtbanken werden gebracht (6).

Van 1876 tot 1880 werd dus correctionnalisatie toegepast op 92.48 p. c. van het geheele getal der vervolgde personen; van 1881 tot 1885 op 96.66 p. c. van dat zelfde getal.

Verzending vóór de boetstraffelijke rechtbank is dus in dezen haast alge-

(1) *Législ. crim. de la Belg.*, deel III, blz. 154, nr 49.

(2) *Code pénal belge interp.* deel II, blz. 182.

(3) *Adm. de la justice criminelle et civile de la Belgique*, 1876-1880, blz. 5 en 7.

(4) *Ibidem*, blz. 47.

(5) *Administration de la justice criminelle et civile de la Belgique*, 1881-1885, blzz. 5 en 7.

(6) *Ibidem*, blz. 49.

meene regel geworden. Men mag gelooven dat dit er niet weinig heeft aan toegedragen om het cijfer der gepleegde misdaden in zulke ruime mate te doen stijgen. De schuldigen weten dat, in haast al de gevallen, het gevaar dat men vóór het hof van assisen zou hebben te verschijnen niet meer bestaat, en dat de schande van geruchtmakende debatten niet meer te vreezen valt. In het ontwerp wordt voorgesteld de toepassing van de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867 ten aanzien van dergelijke misdaden af te schaffen.

Met het oog op eene betere verhouding tusschen de beteugeling en de zwaarte van het misdrijf werden tevens de straffen, waarmede het Strafwetboek dreigt, een graad en zelfs twee graden hooger gesteld. Al deze aanslagen worden misdaden. Zij die er zich schuldig aan maken verschijnen dus voortaan vóór de hoven van assisen, die, het hoeft niet gezegd, nog steeds vrijheid hebben om, waar er termen toe zijn, de artikelen 79 en volgende van het Strafwetboek op de verzachtende omstandigheden in toepassing te brengen.

TEKSTEN EN VERSLAG VAN DE MIDDENAFDEELING 1892.

Teksten.

ART. 24.

Als de tekst der Regeering.

ART. 25.

Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen, ten einde een andermans driften te voldoen, wordt met opsluiting gestraft, indien de minderjarige den leeftijd van meer dan zestien jaren heeft bereikt. De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren niet had bereikt. Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind de leeftijd van tien jaren niet had bereikt. De schuldigen worden bovendien veroordeeld tot geldboete van vijftig frank tot duizend fr.

ART. 26.

Als de tekst der Regeering.

Verslag.

ART. 24.

Artikel 24 gaf aanleiding tot groot verschil van meening onder de leden der Middenafdeeling. Na lange bespreking stelde de meerderheid vóór de bepaling van het ontwerp zonder meer te verwerpen. Het kan geraden zijn de twee voorgebrachte zienswijzen, met de beweegredenen ten gunste zoowel van de eene als van de andere, even toe te lichten.

Dient koppelarij alléén gestraft, m. a. w. het feit dat bij artikel 25 van het

ontwerp is voorzien en dat van toepassing is op hen die ontucht of bederf bij minderjarigen aanhitsen, bevorderen of begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen? Of moeten ook zij getroffen worden die op dezelfde wijze de minderjarigen verleiden of bederven om hunne eigen driften te voldoen?

Deze vraag bréngt weer een geschilpunt te berde waarover, onder gezag van het Strafwetboek van 1810, de rechtspraak verschillend oordeelde en dat, in België, door de interpretatiewet van 31 Maart 1844 is beslecht geworden ten gunste van het beperkende stelsel. In het Strafwetboek van 1867, waar datzelfde stelsel bekrachtigd is, wordt slechts koppelaarij gestraft.

In het wetsontwerp wordt de bekrachtiging der andere theorie voorgesteld. Daarbij wordt gesteund op de aanhoudende rechtspraak van het Hof van Verbreking en ook hierop dat de proef, welke er in België vóór 1844 mede genomen werd, geen kwade gevolgen heeft gehad. De jeugd moet verdedigd worden tegen het zedenbederf dat, voor haar evenals voor de samenleving, in beide gevallen hetzelfde is. De strafwaardigheid dient vooral gemeten naar de sociale schade. Men hoeft overigens niet te vreezen voor de mogelijke gevolgen van zoodanige strafbaarstelling : het indringen in het privaat leven, de opspraak die de vervolgingen verwekken, de stoornis welke deze in het familieleven teweegbrengen. Die bezorgdheid kan zich voordoen telkens het eenige strafbepaling geldt (1).

Bij deze overwegingen kunnen nog die gevoegd, welke wij bij den aanvang van dit hoofdstuk hebben ontwikkeld. Ten andere zal het feit, dat artikel 24 wenscht te treffen, veelal hetzelfde zijn als in vele andere landen onder den naam van *verleiding* wordt gestraft. Ten slotte vindt het voorschrift een nieuwen en krachtigen steun in eene stemming, eenparig uitgebracht door de Commissie gelast met de voorbereiding van een ontwerp van wet op het zedentoezicht (2).

Deze overwegingen konden de meerderheid in de sectie niet overtuigen. Zij kon het, vooreerst, niet aannemen dat de in België vóór de wet van 1844 genomen proef afdoende zou zijn. Bleef het Hof van Verbreking zijne uitlegging getrouw, deze was toch tegengesproken door de rechtspraak van onze hoven van beroep, welke overeenstemt met meestal de arresten der Fransche hoven. Dat eene interpretatiewet noodig werd bevonden, bewijst nu juist dat die hoven de zienswijze van het Hooger Hof niet toetraden. Tegen de zoogenaamde proefneming van vóór de wet van 1844 weegt overigens voor het minst de ervaring op, welke over ruimeren tijd loopt en niet van zoolang dagteekent, en welke nl. sedert de aangehaalde wet en de bepaling van artikel 379 van het Strafwetboek werd opgedaan.

Doch de oplossing op wetgevend gebied van het vraagstuk dient niet gezocht te worden in de rechtspraak, die overigens in de meeste gevallen de zaak in rechte beslechtte. Wat wordt in feite bedoeld met *den aanslag tegen de zeden* dien het ontwerp voorstelt te treffen?

(1) Memorie van toelichting, onderaan artikel 24.

(2) *Bescheiden*, n^o 136, ingediend op 5 April 1892.

Geldt het den bij artikel 19 voorzienen *aanslag tegen de zeden* te straffen, met het geval uit te breiden tot de slachtoffers die den leeftijd van zestien tot een en twintig jaren hebben bereikt? Alsdan zou het volstaan den leeftijd van het kind hooger te stellen. De begripsbepaling zelve van de koppellarij geeft de begripsbepaling te kennen van den aanslag tegen de zeden in het hier besproken artikel. Welnu, de voorwaarden zijn dezelfde; er bestaat enkel verschil in de woorden: *ten einde zijn eigen driften te voldoen*, welke tegenover: *ten einde een andermans driften te voldoen* zijn gesteld. Om koppellarij te kunnen straffen, is het, naar rechtsleer en rechtspraak, niet noodig dat de aanhitsing gevolgen heeft uitgelokt, met andere woorden dat het kind bezoedeld werd. Aldus ook in het bij artikel 24 bedoeld geval; want de aanslag tegen de zeden bestaat, volgens de bewoordingen zelve van het artikel, uit het feit ontucht *te vergemakkelijken, te begunstigen, aan te hitsen*. Deze woorden wijzen niet op een rechtstreekschen aanslag tegen den persoon.

Misschien zou men onze uitlegging van de hand kunnen wijzen met te zeggen dat het Strafwetboek de poging tot de misdaad « aanslag tegen de zeden » niet straft; de aanslag bestaat zoodra een begin van uitvoering heeft plaats gehad, volgens artikel 374 van het Wetboek. Doch het volstaat hierop te antwoorden dat artikel 380 van het Strafwetboek bij artikel 28 van het ontwerp wordt opgeheven. Daaruit volgt dat indien men zich hier de poging kan uitdenken, deze insgelijks gestraft zou worden. Men mag dus vrij zeggen dat de misdaad zal bestaan uit *de moeite welke aangewend wordt om het kind te bederven*.

Onzes erachtens, zouden de Kamers de aldus uitgelegde bepaling niet kunnen aannemen: een geschenk, eene belofte, een onbedacht woord zouden aanleiding kunnen geven tot vervolging en gestraft worden met opsluiting!

Laat ons onderstellen dat bij het ontwerp niets anders beoogd wordt dan het straffen van de aanhitsing die gevolgen heeft gehad. Zelfs aldus beperkt en uitgelegd, werd het voorstel door de Middenafdeeling niet aangenomen. Het werd in de Kamer der Volksvertegenwoordigers door den heer Janson krachtdadig bestreden (1). Het geacht lid veronderstelde het geval waar personen beider kunne, die den leeftijd van meer dan zestien jaren hebben bereikt, elkander verleiden. Op dit geval is inderdaad artikel 24 van toepassing.

De Middenafdeeling meent dat niet elke onzedelijk feit tot misdaad of wanbedrijf moet worden verheven. Wij erkennen volgaarne dat tijdelijke echtverbintenissen schadelijk zijn voor de grondinstelling der maatschappij, het huwelijk, en tevens in strijd zijn met het belang der kinderen. Doch mag men het huwelijk opdringen aan wie er geen zin in heeft? En in het door den geachten heer Janson aangehaalde geval, wie beider zal worden gestraft? Wie is de aanrander in dat gevecht waarvan een wetgever in 1791 zegde: « Overwinnaar en overwonnene zijn eerder medeschuldigen dan vijanden »?

(1) Zitting van 9 Juli 1891 (*Handelingen*, blz. 1515).

Laat ze vervolgen, en zij antwoorden : « Het huwelijk brengt verplichtingen mede, die wij vooralsnog niet kunnen op ons nemen; wij zullen later trouwen ». Neen, noch wet noch rechter hebben medezeggenschap in het huishouden van twee lieden die voor eigen rekening in zedeloosheid begeeren te leven, terwijl hun gedrag in het openbaar de goede zeden niet beledigt.

De Middenafdeeling heeft er niet eens in toegestemd het artikel te wijzigen naar den zin van een harer leden, die voorstelde dezen te straffen welke minderjarige meisjes verleiden door middel van listige kunstgrepen, daarin het voorbeeld volgend door verscheidene buitenlandsche wetgevingen gegeven. Zoo gesteld, raakt de zaak het vraagstuk aan van het onderzoek naar het vaderschap, dat de extra-parlementaire commissie tot herziening van het Burgerlijk Wetboek voorstelde toe te staan in enkele gevallen, onder toepassing van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek. De geachte Minister van Justitie heeft er zich trouwens toe verbonden, de Wetgevende Kamers te verzoeken maatregelen tot beteugeling der verleiding, welke nauw verbonden is met de vraagstukken aangaande het onderzoek naar het vaderschap, te zelfder tijd te bespreken als het ontwerp van wet op de kinderbescherming (1). De Middenafdeeling is van oordeel dat de Regeering het initiatief tot die maatregelen dient op zich te nemen.

ART. 25.

Bij dit artikel wordt de koppelarij gestraft met veel zwaardere straffen dan waarmede het Strafwetboek dreigt.

In het ontwerp is geen gewag gemaakt van de bloedverwanten in de opklimmende lijn; doch er dient opgemerkt dat verplichte ontzetting van de ouderlijke macht bij het eerste artikel verbonden is aan het bij artikel 25 voorziene feit. Bedoelde ontzetting is geen eigenlijke straf, maar wel een strengste burgerlijke straf, van onbetwistbaren invloed.

De Middenafdeeling hecht hare goedkeuring aan de bepalingen van het artikel en vereenigt zich met de overwegingen, welke in de memorie van toelichting zijn ontwikkeld ten bewijze van de noodzakelijkheid van het straffen van het *alleenstaand* feit van aanhitsing van minderjarigen tot ontucht, ten einde een andermans driften te voldoen.

ART. 26.

In de Memorie van toelichting worden de redenen ontwikkeld, waarom de Regeering de bij artikel 26 voorgestelde wijzigingen in het ontwerp heeft opgenomen.

ONTWERP INGEDIEND IN 1895.

ART. 33.

De artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek worden door de volgende bepalingen vervangen :

(1) Vergadering van 9 Juli 1894. *Handelingen*, bl. 1515.

Art. 379. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hem bekend was, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen, wordt met opsluiling gestraft, indien de minderjarige den leeftijd van meer dan zestien jaren heeft bereikt. De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren niet had bereikt. Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van tien jaren niet had bereikt.

Art. 380. — Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, gewoonlijk aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met gevangenstraf van drie maanden tot twee jaren.

ART. 34.

De bepalingen van de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867, gewijzigd bij de wetten van 26 December 1881 en 4 September 1891 zijn, voor zoover zij de verzachtende omstandigheden betreffen, niet van toepassing op de misdrijven voorzien bij de artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek.

ART. 36.

Nummers 17 en 18 van het eerste artikel der wet van 15 Maart 1874 op de uitleveringen zijn als volgt gewijzigd :

.....
 Nummer 18 : wegens aanslag tegen de zeden door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of de andere kunne, wier staat van minderjarigheid den dader van het misdrijf bekend was, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen.

Wegens aanslag tegen de zeden door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of de andere kunne, wier staat van minderjarigheid de dader van het misdrijf niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, gewoonlijk aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen.

VERSLAG AAN DE KAMERS, 1897.

ART. 33.

Bij dit artikel worden de artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek gewijzigd.

Voor artikel 379 was ontucht der minderjarigen een gewoontemisdrijf. Bij het ontwerp wordt het bloote feit van verleiding tot ontucht van minderjarige kinderen gestraft.

De billijkheid van deze bepaling werd hooger aangetoond.

In het ontwerp wordt onderscheid gemaakt tusschen het geval waar de staat van minderjarigheid van het kind den dader bekend was en dat waar de dader die omstandigheid niet kende. Welke de leeftijd van het minderjarig kind ook weze, het feit geldt als misdadig, hierin verschillend van het Strafwetboek, waarbij de straf van opsluiting eerst dan toepassing vond wanneer het kind den leeftijd van elf jaren niet had bereikt.

De Middenafdeeling sluit zich bij de voorgestelde wijzigingen aan.

ART. 34.

In het eerste ontwerp werd dus voorgesteld de artikelen 2 tot 6 der wet van 4 October 1867 niet meer toe te passen op al de feiten die in het ontwerp misdaden worden geheeten.

Deze bepaling werd scherp afgekeurd door sommige criminalisten, die meer vertrouwen schijnen te stellen in de rechtspraak der boetstraffelijke rechtbanken dan in die van het hof van assisen.

Een hunner liet zich aldus uit : « Onzes erachtens, zal het voorgesteld » geneesmiddel alleen de kwaal verergeren. Tot rechtvaardiging van onze » zienswijze, kan reeds alleen de volgende overweging volstaan, waarvan » eenieder het gewicht en de draagkracht zal vatten. Er is, met het oog op » het algemeen belang en op de uitbreiding der misdadigheid door den » besmettenden invloed van het voorbeeld, iets dat meer nog te vreezen is » dan de correctionalisatie, die slechts een middel is om op snelle wijze en » zonder groote kosten iedere daad naar behooren te straffen, nl. de gerucht- » makende vrijspraken volgende op niet minder geruchtmakende debatten, » die geen anderen uitslag opleveren dan het publiek te leeren hoe het de » strafwet best kan overtreden (1) ».

Is deze critiek gegrond, dan treft zij de instelling van het eedgerecht zelve. Zoolang de jury bestaan zal, zal men de misdaden, die niet vóór de bestraffelijke rechtbanken kunnen verzonden worden, wel haar aan rechtspraak moeten onderwerpen. Steeds zullen het de gewichtigste zijn.

De wetgever bevindt zich hier in een eigenaardigen toestand. Het komt eenieder voor dat de straffen, waarmede onze huidige wetten in zake kinderscherming dreigen, al te licht zijn. Zij moeten dus verzwwaard worden. Edoch, wanneer zij zwaarder worden gemaakt, vallen zij in de bevoegdheid van het Hof van assisen, dat gezegd wordt maar al te dikwijls vrijspraak te verleen.

Wij meenen, met den geachten heer Lejeune, dat *de vrees om vóór het hof van assisen te verschijnen en de schande van opzienbarende debatten* meer dan een zullen weerhouden in zijn misdadige bedoelingen tegen de goede zeden der jeugd.

Hoe het ook zij, dit ontwerp laat de wet van 4 October 1867 bestaan en laat toe de misdadig te correctionaliseeren telkens dit bij de artikelen 2 tot 6

(1) De heer De Busschere, reeds hooger genoemd.

der aangehaalde wet wordt toegelaten. Er bestaat slechts uitzondering voor de artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek, gewijzigd bij artikel 35 van het ontwerp.

Bij die artikelen wordt de koppelarij bedoeld. In werkelijkheid, vindt artikel 31 slechts zijn toepassing ten aanzien van de gevallen voorzien bij het nieuwe artikel 379, doordat het gewijzigde artikel 380 alleen gevangens- straf van drie maanden tot twee jaren oplegt.

De bij het nieuwe artikel 379 omschreven gevallen zijn hatelijk en van ernstigen aard. Zij, die onder toepassing van dit artikel vallen, zijn bedorven wezens, de meest bedorvene misschien welke onze strafwetten kunnen treffen.

Kan daarbij gedacht worden aan verzachtende omstandigheden, zóó dat de misdaad vóór de boetstraffelijke rechtbank mag worden verzonden? Is het niet klaar en duidelijk dat het voor de koppelaars grootere schande zal zijn, indien het vonnis door het Hof van assisen wordt uitgesproken dan indien de straf door eene boetstraffelijke rechtbank opgelegd wordt?

En de straf, na *geruchtmakende debatten* uitgesproken, zal zij niet des te scherper het karakter vertoonen van voorbeeld, wat door elke strafwet ook wordt beoogd?

Er bestaat hier geen vrees voor *opzienbarende vrijspraken*. Het hatelijke zelf van de koppelarij is er waarborg voor. Zooals onze gedachten en onze zeden thans zijn, valt te gelooven dat zij, die zich vergrijpen aan zulke daden als bij ons artikel zijn voorzien, geenszins ontsnappen kunnen aan de openbare bestraffing.

De Middenafdeeling sloot zich eenstemmig bij deze zienswijze aan.

ART. 36.

Bij artikel 36 worden gewijzigd de nummers 17 en 18 van het eerste artikel der wet van 15 Maart 1874 op de uitleveringen.

Bij het eerste artikel der aangehaalde wet worden de gevallen bepaald waar de Regeering aan de regeeringen van vreemde landen den vreemdeling mag uitleveren, die door de buitenlandsche rechtbanken als dader of als medeschuldige van sommige feiten vervolgd, beticht, of in beschuldiging gesteld óf veroordeeld werd.

Bij nummers 17 en 18 zijn de aanslagen tegen de zeden en de ontucht der minderjarigen voorzien.

De voorgestelde wijzigingen hebben ten doel de wet van 1874 in verband te brengen met de nieuwe bepalingen van het wetsontwerp.

De Middenafdeeling sluit zich bij die wijzigingen aan.

VERSLAG AAN DE KAMERS, 1912.

ART. 50, 51, 52.

Die artikelen zijn aan de vroegere artikelen 28, 29 en 31 ontleend.

BESPREKING IN DE KAMER.

ART. 50.

« De artikelen 379 en 380 van het Strafwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

» *Art. 379.* Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van een minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hem bekend was, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met opsluiting, indien de minderjarige den vollen leeftijd van meer dan zestien jaren had bereikt.

» De straf is tien tot vijftien jaren dwangarbeid, indien de minderjarige den leeftijd van zestien jaren niet had bereikt. Zij is vijftien tot twintig jaren dwangarbeid, indien het kind den leeftijd van tien jaren niet had bereikt.

» *Art. 380.* Al wie een aanslag tegen de zeden heeft gepleegd, door tot ontucht, bederf of prostitutie van eene minderjarige van de eene of de andere kunne, wiens staat van minderjarigheid hij ten gevolge van zijne nalatigheid niet kende, aan te hitsen, die te vergemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaren. »

DE VOORZITTER. — De Regeering stelt voor artikel 50 te doen vervallen.

De heer CARTON DE WIART, Minister van Justitie. — Ziehier waarom ik voorstel artikel 50 te doen vervallen, alsook artikel 51. Ten gevolge van de internationale overeenkomst van Parijs, in 1910, heeft de Regeering onlangs bij de Kamer een wetsontwerp ahangig gemaakt tot bestrijding van den handel in vrouwen en meisjes. Gemelde artikelen 50 en 51 hebben daar de geschiktste plaats gevonden. Bedoeld ontwerp zal dezen namiddag nog worden besproken door eene bijzondere commissie die, naar ik hoop, binnen kort verslag zal uitbrengen.

DE VOORZITTER. — Is de Kamer het daaromtrent eens? (*Ja! Ja!*) Daar er geen verzet is, vervallen de artikelen 50 en 51.

« *Art. 52.* De nummers 17 en 18 van het eerste artikel der wet van 23 Maart 1874 op de uitleveringen worden gewijzigd als volgt :

» 17° Wegens aanranding der eerbaarheid zonder geweld noch bedreigingen gepleegd op den persoon of met behulp van den persoon van een minderjarige van de eene of de andere kunne, die den leeftijd van zestien jaren niet heeft bereikt ;

» Wegens aanranding der eerbaarheid zonder geweld of bedreigingen door een bloedverwant in de opklimmende lijn gepleegd op den persoon of met behulp van den persoon van een minderjarige van de eene of de andere

kunne, zelfs wanneer deze den leeftijd van zestien jaren heeft bereikt, doch niet is ontvoegd door het huwelijk;

18^o Wegens Voor aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of de andere kunne, wier staat van minderjarigheid den dader van het misdrijf bekend was, aan te hitsen, die te ver gemakkelijken of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen;

» Wegens aanslag tegen de zeden, door tot ontucht, bederf of prostitutie van minderjarigen van de eene of de andere kunne, wier staat van minderjarigheid de dader van het misdrijf niet kende ten gevolge van zijne nalatigheid, aan te hitsen, die te vergemakkelijken, of te begunstigen ten einde een andermans driften te voldoen. »

DE VOORZITTER. — De Regeering stelt voor de volgende wijzigingen aan dit artikel te brengen :

1^o Het 1^{ste} lid wordt gelezen als volgt : « Le n^o 17 de l'article 1^{er} de la loi... est modifié... » « N^o 17 van het 1^{ste} artikel der wet... wordt gelezen als volgt »;

2^o De twee laatste paragrafen doen vervallen.

DE HEER CARTON DE WIART, Minister van Justitie. — N^o 18 moet vervallen, omdat het in verband staat met het ontwerp betreffende den vrouwenhandel.

Bijgevolg is zijn plaats in de wet waarvan ik zooeven sprak.

DE VOORZITTER. — Blijft nog over het amendement waarbij de Regeering voorstelt de twee laatste paragrafen te doen vervallen. Zijn wij het eens om artikel 52 in die voorwaarden aan te nemen?

DE HEER COLAERT. — Ja, Mijnheer de Voorzitter.

DE VOORZITTER. — Artikel 52, alzoo gewijzigd, is dus aangenomen.

